

Annexe 4 : Compte rendu de l'entretien de Martha Natalia Molina Moreira

Compte-rendu de l'interview de Martha Natalia Molina Moreira, professeur d'écologie à l'université UEES, Guayaquil, Equateur, le 16 janvier 2015 (traduction de l'espagnol)

Madame Moreira a étudié les sciences de l'environnement notamment l'agronomie tropicale en Equateur. Elle est à la fois professeur à l'université *Universidad de Especialidades Espiritu Santo* et coordinatrice technique au *Parque Historico*. L'objectif de notre interview était de comprendre pourquoi la proposition Yasuni ITT n'a pas été acceptée au niveau international.

Selon Madame Moreira, l'initiative Yasuni, bien que très intéressante, présentait de nombreuses failles.

Premièrement, selon notre interlocutrice, l'initiative Yasuni a été mal canalisée et mal gérée. Le gouvernement n'avait développé aucune stratégie pour atteindre l'objectif qu'il s'était fixé. Madame Moreira dénonce le manque de planification et d'étude pour lancer le projet. Selon elle, quand une personne décide de lancer un nouveau plan marketing dans une entreprise, la première étape est l'étude de marché. Cette étude de marché n'a jamais eu lieu dans le cadre du Yasuni. Il aurait fallu, avant de présenter l'initiative aux Nations Unies, étudier beaucoup mieux la proposition. Au niveau de la demande de fonds, le président semble aussi avoir brulé quelques étapes. Selon le professeur Nathalia Moreira, le président Correa aurait sûrement dû commencer par récolter de l'argent en Amérique Latine et mieux tenir compte de la société andine.

Un deuxième problème dans la stratégie du gouvernement équatorien a été le manque de clarté. La stratégie de financement du Yasuni ITT ne semblait pas très claire. Il était difficile de savoir s'il s'agissait d'un projet volontaire ou d'un projet de mécanisme de bons de carbone. Si les donations sont volontaires, pourquoi mettre en place des bons de carbone ? Si un pays donne de l'argent de manière volontaire, le pays qui reçoit cet argent n'a pas d'obligation légale de rendre compte de ce qu'il fait avec cet argent.

Selon Madame Moreira, rattacher l'initiative Yasuni à un mécanisme de bons de carbones n'était pas la meilleure solution. Selon elle, il existait certainement d'autres mécanismes sur lesquels le gouvernement aurait pu se baser pour atteindre son objectif de 3,6 milliards de dollars. Cette stratégie manquait de cohérence pour plusieurs raisons :

- (1) A la base, la stratégie de bons de carbone n'est pas une bonne stratégie environnementale. En effet, il faut beaucoup de temps à une plante pour absorber une tonne de CO₂. De plus, les écosystèmes qui absorbent le plus de carbone sont les océans, via leurs algues. Hors, aucun projet de bons de carbone n'a lieu dans

les océans. Selon Madame Moreira, il s'agit de stratégies purement économiques qui essaient de solutionner un problème uniquement via l'obtention de crédits.

- (2) La stratégie Yasuni cherchait à faire payer les pays du Nord pour la non-émission de GES dans les pays du Sud. Hors, les mécanismes basés sur les bons de carbone utilisent une stratégie inverse : les pays du Nord, pour pouvoir polluer chez eux, payent les pays du Sud. Un pays émet et paye en compensation de son émission. Par exemple, en 2003, le Costa Rica recevait d'un certain pays industrialisé 18.000 dollars par hectare que le pays reforestait. En échange de l'argent versé, le pays industrialisé reçoit des bons de carbone pour continuer à polluer chez lui. Or le projet Yasuni était basé sur une idée inverse à cette stratégie : l'Equateur demandait aux pays du Nord de le payer pour ne pas polluer.
- (3) L'Equateur, au moment où la proposition a été lancée, était déjà presque hors des négociations internationales sur les bons de carbone. La stratégie de bons de carbone concerne les pays pauvres et l'Equateur ne se considère pas comme un pays pauvre. Il a été retiré de la liste des pays privilégiés pour participer aux bons de carbone peu après l'initiative Yasuni.

Une autre incohérence relative au projet Yasuni ITT était la présence, au moment du lancement de l'initiative, de puits pétroliers autour du parc. Petrobras avait déjà bien exploité le pétrole présent dans la zone. Ce n'est donc plus une zone intangible, intacte.

Un élément qui a beaucoup énervé le peuple équatorien, de manière générale, a été la non-consultation des peuples indigènes qui vivent en isolement volontaire. Une partie de la campagne portait sur le fait qu'il ne fallait pas exploiter le Yasuni car ces peuples s'y trouvaient. A la fin de l'initiative, quand le président a finalement décidé d'exploiter le gisement, les peuples présents ne semblaient plus le gêner. Selon Madame Moreira, c'était de l'hypocrisie.

La promotion du projet à l'intérieur du pays et à l'international a aussi coûté beaucoup d'argent. Il y a eu énormément de propagande. La « commission Yasuni ITT » qui allait dans chaque pays dormait dans des hôtels de luxe, etc.

Enfin, le montant réclamé était trop important et le temps accordé pour l'obtenir était trop court.

Selon Madame Moreira, ces différents éléments ont entraîné une perte de crédibilité du gouvernement et du président Correa. Sa stratégie est apparue comme très incohérente aux yeux de la communauté internationale. De plus, au lieu d'insister sur le projet et de trouver des solutions, le président a tout d'un coup déclaré : « Le monde nous a trahi ».

Selon Madame Moreira, le projet aurait eu un meilleur impact en suivant une autre stratégie que celle des bons de carbone. En 1992, à Rio, les pays ont élaboré ensemble 5 documents : les Conventions et les promesses de Rio. Ces documents matérialisent,

entres autres, les obligations morales des pays à protéger l'environnement. Dans ces accords, les pays industrialisés ont l'obligation (morale) de financer (donner un montant équivalent à 7% de leur PIB) les pays en développement pour les aider à conserver leurs ressources naturelles. Selon le professeur Nathalia Moreira, le gouvernement équatorien aurait dû baser dès le début la proposition Yasuni sur ce principe et non sur un système de bons de carbone. Elle est convaincue que cette stratégie aurait été mieux perçue par la communauté internationale.